



REPORTAGE Dans l'État du Paraná, au Brésil, le Mouvement des sans-terre a mis en place une coopérative agricole. Un modèle pour tout le pays, et même au-delà.

La culture de la solidarité

Sans la présence régulière de fruits tropicaux bizarroïdes et de cobras monstrueux, il serait presque impossible de croire qu'ici, dans l'État brésilien du Paraná, régnait jadis la forêt amazonienne, en lieu et place de ce paysage morne et sans artifices où les rangées d'eucalyptus délimitent les champs de canne à sucre. La déforestation massive a assouvi la soif de conquête de nouvelles terres. Des terres pour qui ? Pour les propriétaires des *latifundios*, ces infinis territoires (des dizaines, voire des centaines, de milliers d'hectares) qui composent le pays, lourd héritage de la colonisation portugaise. Pour quoi ? Souvent pour rien.

D'où le combat, dès 1984, du Mouvement des sans-terre (MST), qui, en occupant des terres improductives et en s'appuyant sur un article de la Constitution (1) pour les conquérir, a poussé le Brésil à entamer une réforme agraire sans précédent. Des milliers de petits paysans se sont ainsi vu attribuer quelques hectares pour vivre et travailler. Mais, aujourd'hui encore, 4 millions de Brésiliens vivent de la terre sans la posséder, et 3 % de

la population possèdent 65 % des terres cultivables.

Fort de 1,3 million de personnes, le MST a aujourd'hui largement dépassé le cadre de ses débuts. La structure accompagne les paysans, forme ses propres cadres (souvent spécialisés en agronomie) par le biais de conventions avec des universités, donne de la voix pour une réforme agraire d'ampleur, tente de peser auprès des politiques... Et le sentiment d'appartenance au mouvement est tenace. On naît MST ou on le devient, et on le demeure à vie.

Dans le Paraná, quinze mille familles vivent dans des *assentamentos*, des terres conquises. Dans le village de Paranacity, la Copavi (Coopérative de producteurs agricoles victorieux), où l'on produit du lait, du sucre et leurs dérivés, se distingue. Cette structure collective, ce village de deux rues, vingt maisons et quatre-vingt-dix habitants, son modèle social et économique unique sont aujourd'hui perçus comme un modèle à suivre par la mairie, la société environnante, les gouvernements du Paraná et du Brésil. Et surtout par le Mouvement

des sans-terre, qui aime la faire visiter : l'une de ses priorités est de créer de nouvelles coopératives au sein de ses *assentamentos*.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Il a fallu bien des luttes et des résistances pour parcourir un tel chemin avec succès. Francisco « Chicon » Strozake, 70 ans,

engagé auprès du MST depuis les débuts, se souvient de tout. « Cette terre appartenait à un descendant de Libanais qu'on appelait "Turco". L'Incrá [Institut national de la colonisation et de la réforme agraire, l'organisme du gouvernement fédéral chargé de récupérer les terres improductives puis de les redistribuer, NDLR] a voulu l'exproprié en 1992. Dès janvier 1993, on est venu mettre la pression à l'Incrá en occupant le terrain. » Six mois plus tard, les 240 hectares étaient officiellement attribués au mouvement. Dans ces cas-là, la réforme agraire octroie aux paysans une sorte de

concession, mais la terre appartient au gouvernement. Les *assentados* signent un contrat où ils s'engagent à ne pas louer ni vendre leur terre, mais à l'exploiter. « Si tu respectes ça, tu peux rester des générations entières », souligne Chicon. Et bénéficiaire de programmes gouvernementaux d'aide à la production et à l'acquisition de matériel.

Les premiers mois à Paranacity sont vécus douloureusement. En attendant de récolter les fruits du travail de la terre nouvellement conquise, les paysans se nourrissent de ce qu'ils font pousser dans une serre, vivent de petits boulots au village et dorment, pendant un an, sous des tentes de plastique noir. Il faut surtout se faire accepter des villageois, mettre à mal les *a priori* tenaces. « Ils nous considéraient comme des voleurs et des bandits. Pour gagner leur confiance, on envoyait nos enfants à l'école municipale, on travaillait consciencieusement, on payait tout à temps, et on avait même une équipe de foot qui gagnait toujours le prix du fair-play ! »

« La coopérative est indivisible, ce qui y est ne peut en sortir », souligne Claudete Sturmer, une autre pionnière. Les nouveaux arrivants le savent. « La propriété privée est ici une notion vague, et qui ne s'applique que rarement, pour les quelques voitures personnelles, par exemple. Car « même nos conquêtes infrastructurelles et matérielles ont été collectives, sur le modèle des coopératives cubaines », poursuit Francisco Strozake. C'était « plus pratique », et forcément « politique ». Il s'agissait « à la fois d'offrir le produit le plus sain possible et de faire la promotion de la réforme agraire au Paraná et dans tout le Brésil ». De prouver aussi qu'un autre modèle économique, plus juste socialement et associé à une agriculture respectueuse de l'environnement, peut être parfaitement viable. Oui mais voilà : « La relation avec le monde autour est une relation capitaliste », puisqu'il faut vendre son produit à l'extérieur, parfois en situation de concurrence. Pour cette raison et pour bien d'autres, les dilemmes et les contradictions ne manquent pas, tout comme les débats qui en découlent. Ainsi, « pour produire de la cachaça

Des agronomes rendent visite aux paysans des *assentamentos* pour leur donner des conseils. PHOTOS : J. ELIZALDE



Un fonctionnement démocratique

Autogérée, la coopérative impressionne par son fonctionnement, qui lui donne force et crédibilité. C'est une démocratie totale. La présidence tourne tous les trois ans, avec interdiction de se représenter. Une fois par mois a lieu l'assemblée générale, à laquelle tous les habitants sont invités à participer, où l'on débat et discute de tous les sujets, et qui donne lieu à des votes. En ce qui concerne le travail, chaque activité (canne, lait, viande, potager, boulangerie/cuisine, administration, commerce) a son coordinateur. Une fois par semaine, un conseil délibératif réunit ces représentants. Ils s'installent sur des bancs sous les arbres, et le président leur donne la parole à tour de rôle. Quant à la vie du «village» et aux petits tracas de voisinage, tout se règle une fois par mois, lors de la réunion des familles, rassemblées en deux groupes : une par rue. En fait, «*tout le monde peut donner son avis sur tout*», explique Valmir. «*Ça ne marche pas à 100%, mais ça marche. On vise toujours le consensus.*» L'agronome João Flávio Borba en est persuadé : «*Si l'on veut fonctionner de manière collective et socialiste, c'est le seul moyen de survivre dans un pays capitaliste comme le Brésil.*» —J. E.

[le rhum brésilien, NDLR] bio, on n'a pas le droit d'utiliser la technique du brûlis, ce qui réclame plus de travail, explique l'agronome João Flávio Borba. On emploie donc temporairement des hommes venus de l'extérieur, ce qui nous éloigne de l'idéal de départ ». Tout est discuté et réglé en interne lors d'innombrables mais salutaires réunions. «*Depuis dix-sept ans, l'idéal est resté le même pour tous : améliorer la vie des gens et construire une société plus juste*, affirme Valmir Strozake, fils de Chicon et président actuel de la Copavi. On discute simplement des chemins pour y parvenir. » Et, parmi les chemins, il y a la formation des jeunes : huit d'entre eux ont déjà bénéficié de l'effort collectif pour étudier dans une université, avant de faire bénéficier la coopérative ou d'autres assentamentos MST de leurs connaissances.

Tous les matins et tous les midis, les habitants-travailleurs prennent leur repas ensemble au réfectoire. Le soir, en revanche, la viande, le feijão (un plat de lentilles) et le riz sont mangés à la maison, en famille. Chacun prend ou reprend ensuite sa place au sein de l'organisation parfaitement

huilée de la coopérative : à la boulangerie, à la cuisine, à la laiterie, au bureau, aux champs, au potager, ou encore dans et autour de l'usine construite en 2000, où l'on traite le sucre de A à Z. Tous travaillent neuf heures par jour, du lundi au vendredi. Ils sont rémunérés en fonction de la pénibilité de la tâche. «*D'abord, on paie ce que l'on doit : banque, matières premières, combustibles, électricité, etc.*, détaille Valmir Strozake. *Avec ce qui reste, on verse les salaires.* » Grâce à une bonne gestion, les variations sont toutefois infimes. «*C'est de plus en plus difficile, concède pourtant le président. On poursuit notre effort vers un fonctionnement interne plus juste et plus socialiste, mais au sein d'un pays vraiment capitaliste...* » Comme un îlot dans un océan ultralibéral, les membres du MST constatent que, si la répression du pouvoir central a diminué depuis l'élection de Lula en 2002, «*celle des multinationales, du pouvoir judiciaire, des médias, des gouvernements locaux et des latifundarios s'est fortement accrue ces dernières années.* » Dernier événement en date : l'assassinat, le 1^{er} avril, d'un dirigeant syndicaliste sans terre dans l'État du Pará, au nord du Brésil.

À quelques mètres de la coopérative, la Corau regroupe des agronomes, chercheurs et étudiants du MST, qui offrent une assistance technique à trois cents familles de neuf assentamentos de la région. Il s'agit notamment de développer une agriculture plus bio ou de promouvoir l'autosuffisance. La Copavi entretient aussi un partenariat avec les coopératives situées à Mondragon, au Pays basque espagnol. Lors des nombreux échanges, «*leurs membres nous apprennent comment concurrencer les produits du marché et nous leur rappelons quelques notions de socialisme !* », explique Valmir en riant. Pourquoi n'y a-t-il pas plus de coopératives telles que la Copavi, qui, comme l'affirme un panneau de présentation, «*démontre par la pratique qu'il est possible de construire un monde meilleur* » ? «*Le monde capitaliste, répond Chicon, a mis dans la tête des gens qu'il fallait avoir sa maison, ses vaches, etc. C'est très dur de changer cette idée, même au sein du MST. Et vivre en communauté impose une grande discipline. Tout le monde n'en est pas capable.* »

—Jon Elizalde

(1) L'article 184 de la Constitution de 1988 stipule que la terre doit remplir une «fonction sociale», faute de quoi l'État brésilien peut se l'approprier.



▲ La laiterie est l'une des deux activités essentielles de la Copavi.



▶ À 70 ans, « Chicon » est le doyen de la coopérative.



▼ La canne à sucre est cultivée et traitée de A à Z, jusqu'aux produits finaux : le paquet de sucre en poudre et la bouteille de cachaça.

